

# « Objectif 45 % de renouvelables en 2035 : une transformation majeure du secteur européen de l'énergie »

[Tribune](#)

## **Katherine Poseidon**

Conseillère stratégie chez **VOLTALIA**, société de production et de services d'énergie renouvelable

## **Craig Windram**

Directeur Europe et Afrique de **VOLTALIA**

Katherine Poseidon et Craig Windram, dirigeants du producteur d'énergie **VOLTALIA**, listent, dans une tribune au « Monde », quatre limites du plan REPowerEU pour développer l'énergie renouvelable en Europe

**Le Monde - Publié aujourd'hui à 11h00, mis à jour à 11h00 - Temps de Lecture 3 min.**

Le plan REPowerEU de l'Union européenne (UE), qui vise à mettre fin à sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes, fixe des objectifs de production d'énergie renouvelable nécessitant une transformation majeure du secteur européen de l'énergie. Pour répondre à la demande d'électricité de l'Europe en l'absence de gaz russe, il faudra plus que quadrupler notre capacité d'énergie solaire et plus que doubler notre capacité d'énergie éolienne d'ici à 2030.

Cela signifie ajouter en moyenne 38 GW de nouvelles centrales éoliennes par an (à comparer aux 11 GW ajoutés en 2021) et 68 GW de nouvelles centrales solaires par an (à comparer aux 26 GW ajoutés en 2021). Ensemble, ces nouvelles capacités représentent les trois quarts de la puissance électrique existante en France en 2020. Elles nécessiteront un niveau d'investissement, de mobilisation et de coordination sans précédent des chaînes

d'approvisionnement, des gouvernements, de l'industrie et de la société civile, à travers les frontières de l'UE.

Pour atteindre le nouvel objectif de 45 % d'énergies renouvelables à l'horizon 2030, la Commission européenne a élaboré un plan pour accélérer et simplifier l'autorisation de permis, et pour identifier les régions d'implantation des énergies renouvelables (« go to zones »).

## **L'engagement local**

Même si on laisse de côté la question de l'existence d'une volonté politique suffisante pour soutenir une telle accélération à moyen terme, ce plan a peu de chances de succès s'il ne s'attaque pas de toute urgence à quatre éléments manquants.

En premier lieu, l'engagement local. La construction rapide de nouvelles capacités d'énergies renouvelables nécessitera des engagements immédiats avec les communautés locales. L'accélération des autorisations de licences et de permis devra être menée par les gouvernements et les administrations centrales, mais une approche descendante sans coopération ni soutien au niveau local sera vouée à l'échec.

Inclure dès le début du processus les régions désignées comme « go to zones » sera particulièrement essentiel. Les communautés locales devront comprendre les avantages que le développement des énergies renouvelables apportera, sinon les gouvernements seront confrontés à des retards et à des contrecoups importants. Chaque retard d'une année signifierait qu'il faudra doubler le nombre d'installations l'année suivante.

## **Le stockage de l'énergie**

Dans un deuxième temps, le stockage de l'énergie. Des volumes beaucoup plus élevés d'électricité renouvelable entraîneront plus de volatilité et d'intermittence sur les réseaux européens. Heureusement, la technologie existe déjà pour gérer cela. Le stockage sur batterie peut grandement contribuer à intégrer de nouvelles capacités d'énergies renouvelables. L'Europe aura besoin d'environ 187 GW de stockage d'ici à 2030,

selon l'Association européenne du stockage de l'énergie, contre environ 30 GW actuellement

Or, le plan REPowerEU ne fournit aucune orientation aux Etats membres pour développer rapidement de nouvelles capacités de stockage. Afin de multiplier par plus de six ces capacités, une feuille de route pour rationaliser et accélérer les licences, les connexions au réseau et les permis de stockage doit être incluse pour accompagner les objectifs de production de l'éolien et le solaire.

## **Le développement du réseau**

En troisième point, le développement du réseau. Pour absorber les volumes de nouvelles productions d'énergies renouvelables et les intégrer efficacement dans le système électrique, le réseau électrique devra être rapidement renforcé et étendu. La Commission européenne estime qu'il faudra investir 29 milliards d'euros supplémentaires dans les infrastructures de réseau d'ici à 2030.

De nombreux pays européens sont déjà confrontés à une congestion du réseau dans les zones où la production d'énergies renouvelables est importante. En Espagne, plus de 23 GW de projets éoliens et solaires attendent actuellement des accords de raccordement au réseau ; en Grèce, la file d'attente de connexions au réseau dépasse 10 GW. Les autorisations et les licences de production ne peuvent à elles seules permettre la mise en ligne de nouveaux projets si le réseau n'est pas en mesure d'absorber leur production.

## **Les interconnexions transfrontalières**

Enfin, quatrième et dernier point, les interconnexions transfrontalières. Afin de maximiser l'apport des nouvelles capacités d'énergies renouvelables au système électrique européen, les nouvelles lignes électriques transfrontalières seront primordiales. Le plan REPowerEU confirme que les projets d'interconnexion sont inclus dans la liste des projets d'intérêt commun de l'UE – et donc éligibles aux fonds de l'UE.

Mais le plan décennal de développement du Réseau européen des gestionnaires de réseau de transport d'électricité (Entso-E) ne tient pas compte des objectifs de REPowerEU et des enjeux de la guerre en Ukraine. L'interconnexion permet la diversification des approvisionnements en électricité, ce qui est non seulement essentiel pour un système efficace et économique, mais aussi pour la sécurité énergétique. Les frontières nationales ne doivent pas séparer les régions à fort potentiel de production d'énergies renouvelables des centres de forte consommation d'électricité.

Katherine Poseidon (Conseillère stratégie chez Voltalia, société de production et de services d'énergie renouvelable) et Craig Windram (Directeur Europe et Afrique de Voltalia)